Bulgarie : bilan mitigé du ‘Grand soulèvement’ populaire du 2 septembre

Description

Depuis l’arrestation le 9 juillet 2020 de deux des conseillers du président Roumen Radev (soutenu par l’opposition socialiste) et la perquisition des locaux de la présidence, la vie quotidienne des Bulgares a été rythmée par 52 journées de manifestations (à Sofia, Plovdiv, Varna…) et d’actions de blocage initiées par des opposants au gouvernement de Boris Borissov et au Procureur général Ivan Geshev.

Les principales figures du mouvement contestataire (Velislav Minekov, Nikolaï Hadjigenov et Arman Babikyan, animateurs d’Evrocom) avaient annoncé un « grand soulèvement » populaire contre le Premier ministre et le Procureur, le 2 septembre 2020.

Des milliers de manifestants exigeant le départ des « *moutri* » (terme désignant des personnes participant à des actions mafieuses et corrompues) ont en effet convergé dans la matinée vers le centre-ville de la capitale pour prendre part à cet événement. Peu avant midi, des accrochages ont eu lieu avec les forces de l’ordre qui ont fait usage de produits lacrymogène ; 27 policiers ont été blessés et 35 personnes interpellées (principalement des sympathisants de la mouvance d’ultradroite).

Les manifestants ont cependant poursuivi leur action dans le « triangle du pouvoir » (secteur délimité par les bâtiments du Conseil des ministres, de l’Assemblée nationale et le Pont aux Aigles), bloquant plusieurs carrefours. Peu avant 19h00, les policiers des forces anti-émeutes protégeant le Parlement ont retiré leur casque et déposé leur bouclier, ce qui a contribué à l’apaisement.

Parallèlement à la manifestation sofiote, des militants ont bloqué le pont de Roussé, filtrant la circulation automobile et interdisant l’accès aux camions de marchandise en provenance de Roumanie, un pied de nez à l’UE qui ne s’impliquerait pas suffisamment dans cette contestation bulgare.

De son côté, le GERB a simultanément annoncé qu’il avait obtenu, avec le soutien de députés du mouvement « Volia », les 120 signatures nécessaires pour soumettre au Parlement son projet de modification de la Constitution. Cette initiative n’a pas contribué à calmer la contestation ; bien au contraire, elle est analysée par les opposants comme une manœuvre permettant au Premier ministre de se maintenir au pouvoir. Le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) a demandé ce même jour la démission de B. Borissov, en vain. Certains observateurs, comme le sociologue Zhivko Georgiev craignent un durcissement des actions au cours des prochaines semaines.

Sources : *Dnevnik, Kapital, 24 Chassa, Mediapool.*

date créée
07/09/2020
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre